



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°149 15 MARS 2019

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

AFRIQUE DU
SUD : LA VILLE
DU CAP A PUBLIE
UN PROJET DE
STRATEGIE SUR
LA GESTION DE
L'EAU

NIGERIA : LE FONDS
VERT POUR LE CLIMAT
(FVC) APPROUVE UNE
ENVELOPPE DE 100 M
USD DEDIEE A
L'ENERGIE SOLAIRE

TOGO : LE
« CHEQUE SOLAIRE
CIZO » POUR
FACILITER
L'ELECTRIFICATION
PAR KITS SOLAIRES

CONGO-
BRAZZAVILLE :
FORUM D'AFFAIRES
DU SECTEUR DU
NUMERIQUE LE 15
AVRIL

NIGER : 5 000
EMPLOIS CREEES GRACE
AUX DIFFERENTS
CHANTIERS REALISES
DANS LA PERSPECTIVE
DU SOMMET DE
L'UNION AFRICAINE

BURKINA FASO : LA
BALANCE DES
PAIEMENTS
PRESENTE UN SOLDE
EXCEDENTAIRE

TANZANIE :
LANCEMENT DU
PLAN DIRECTEUR
POUR L'ELEVAGE

RDC : LA HAUSSE
DE PRODUCTION DE
CUIVRE ET DE
COBALT EN 2018
CONTRASTE AVEC LA
BAISSE DES COURS

MAINTIEN DE LA
POLITIQUE
MONETAIRE DE
LA BCEAO



ACTUALITE REGIONALE

▼ Rapport *Women, Business and the Law* 2019 de la Banque Mondiale : Afrique de l'Ouest anglophone

Le rapport propose un indice compris entre 0 (minimum) et 100 (maximum) pour analyser la situation et les progrès législatifs en matière d'égalité des droits socio-économiques entre les sexes dans 187 pays du monde. Le score de l'Afrique subsaharienne (ASS) en 2018 s'établit à 69,6 (+5,6 pts par rapport à 2009). Le Nigéria (score de 68,75, +6,25 pts depuis 2009, 30^{ème} en ASS) a connu des progrès dans l'accès à l'emploi. Le Ghana et le Libéria (scores de 75, 18 et 19^{èmes} en ASS) ont connu des évolutions différentes en dix ans: stagnation pour le premier, +8,75 pts pour le second grâce à des avancées dans l'accès à l'emploi et l'égalité salariale. La Sierra Leone stagne à 63,13 (36^{ème}).

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Maintien de la politique monétaire de la BCEAO

Le comité de politique monétaire (CPM) de la BCEAO a décidé de maintenir inchangés ses principaux taux directeurs. Ainsi, le taux d'intérêt minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité reste à 2,5%, le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4,5% et le coefficient de réserves obligatoires, applicable aux banques de l'UEMOA, demeure fixé à 3%. Il évoque notamment (i) une croissance de l'ordre de 6,8% en glissement annuel (g.a.) en 2018, une atténuation du déficit budgétaire (3,9% du PIB en 2018 contre 4,3% en 2017), la maîtrise de l'inflation (0,9% en g.a.) et de l'évolution des principaux agrégats monétaires.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Nigéria : hausse de 39% des échanges commerciaux en 2018

Les exportations ont atteint 19 100 Mds NGN (63 Mds USD, +41% en glissement annuel) et les importations 13 165 Mds NGN (43 Mds USD, +38%) en 2018, selon le Bureau national des statistiques nigérian (NBS). L'excédent commercial a ainsi augmenté de 1 899 Mds NGN (6 Mds USD). Les produits pétroliers ont représenté 94% des exportations totales (17 908 Mds NGN, soit 59 Mds USD, +38%). Les biens manufacturiers ont compté pour 57% des importations totales (7 462 Mds NGN, soit 24 Mds USD, +61%) et les produits pétroliers raffinés pour 31% (4 014 Mds NGN, soit 13 Mds USD, +50%). L'Inde a été le 1^{er} client du Nigéria en 2018 (16% des exportations ; 8% pour la France) et la Chine son 1^{er} fournisseur (19% des importations ; 3% pour la France).

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : le PIB progresse de 1,4% au dernier trimestre 2018

L'agence nationale des statistiques (*StatsSA*) a publié mardi 5 mars les chiffres de la croissance pour le dernier trimestre 2018. Le rapport indique que le PIB a progressé de 1,4% au quatrième trimestre 2018 par rapport au trimestre précédent. Cette croissance a été permise grâce aux bons résultats enregistrés par le secteur des transports (+7,7%, soit une contribution de 0,7 point de pourcentage) et par l'industrie manufacturière (+4,5%, soit une contribution de 0,6pp). En revanche, l'activité du secteur minier s'est contractée de 3,8% au cours du trimestre, après une baisse de 8,9% au trimestre précédent. Sur la période, la consommation reste le moteur de la croissance tandis que l'investissement enregistre son quatrième trimestre consécutif de recul (-2,5%). En 2018, le taux de croissance de l'économie sud-africaine s'est élevé à 0,8%, après une croissance (révisée à la hausse) de 1,4% en 2017.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : réduction du déficit du compte courant au quatrième trimestre 2018

Au dernier trimestre 2018, le déficit du compte courant s'est réduit à 110 Mds ZAR (6,8 Mds EUR) soit -2,2% du PIB, contre -3,5% du PIB au trimestre précédent. L'augmentation de l'excédent commercial (de 10 Mds ZAR à 72 Mds ZAR) a contribué en grande partie à ce résultat positif. Sur l'ensemble de 2018, le déficit du compte courant s'élève donc à 3,5% du PIB, contre 2,5% l'an passé. Le déficit de la balance des revenus primaires continue de peser sur le compte courant (à hauteur de 3,2 points de PIB) et s'est creusé de 14 Mds ZAR (860 ME UR) entre 2017 et 2018. L'excédent commercial s'est également réduit de 1,5% du PIB à 0,5% en 2018.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Botswana : le taux directeur inchangé à 5%

Lors du comité de politique monétaire du 26 février, la banque centrale du Botswana a décidé de maintenir son taux directeur inchangé à 5%, compte tenu de la bonne trajectoire de l'inflation qui s'est élevée à 3,2% en moyenne sur 2018. Pour mémoire, l'inflation au Botswana est particulièrement stable depuis 2015. Par ailleurs, la banque centrale table sur un ralentissement de la croissance à 4,2% en 2019 après 4,5% en 2018. Le prochain comité de politique monétaire aura lieu le 24 avril prochain.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Namibie : ralentissement de l'inflation au mois de janvier

En janvier, l'inflation a légèrement ralenti pour atteindre 4,7% sur un an, après s'être élevée à 5,1% en décembre dernier. L'inflation namibienne est principalement alimentée par l'augmentation des prix de l'eau et de l'électricité (qui représentent près de 30% de l'augmentation des prix) et des prix alimentaires (16%).

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Zambie : dégradation de la perspective de la notation souveraine par l'agence *Standard & Poor's*

Lundi 25 février, l'agence de notation *Standard & Poor's* a revu son évaluation du risque souverain zambien pour la dette de long-terme en devises. Si la note a été maintenue à B- (catégorie « très spéculative »), la perspective est passée de stable à négative. L'agence a mis en avant l'augmentation de la dette publique et du service de la dette. Par ailleurs, elle table sur une diminution des réserves de change à 1,6 mois d'importations en 2019 (contre 2,1 mois en 2018).

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : la balance des paiements présente un solde excédentaire

Au 31 décembre 2017, le solde de la balance des paiements du pays ressort excédentaire de 247 Mds FCFA (376 M EUR) contre 239,4 Mds FCFA en 2016. Les comptes extérieurs sont caractérisés par : (i) un creusement de 58,1 Mds FCFA (88,5 M EUR) du solde déficitaire de la balance des transactions courantes, (ii) un accroissement de 22,7 Mds FCFA (34,6 M EUR) du solde excédentaire du compte de capital à 172,8 Mds FCFA (263 M EUR), et (iii) des entrées nettes de capitaux de 599,1 Mds FCFA (913,3 M EUR). A fin décembre 2017, la position extérieure globale (PEG) du pays, qui recense les stocks d'avoirs et d'engagements financiers, ressort débitrice de 4 330,7 Mds FCFA (6,6 Mds EUR), soit une détérioration de 6,2% par rapport à 2016.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : le Trésor nigérien rencontre les banques et assurances à Abidjan pour son nouvel emprunt obligataire**

Une délégation conduite par le DG du Trésor nigérien, Djibo Issa, a séjourné les 4 et 5 mars à Abidjan afin de discuter du premier emprunt obligataire par appel public à l'épargne de l'Etat du Niger, lancé le 25 février dernier. Dénommé TPNE 6,5% 2019-2026, cet emprunt obligataire porte sur un montant de 60 Mds FCFA (91,5 M EUR) avec une maturité de sept ans et un taux de 6,5%. Selon les autorités nigériennes, les ressources mobilisées devraient servir à financer des projets d'investissements prioritaires contenus dans le plan de développement économique et social (PDES) 2017-2021.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Niger : 5 000 emplois créés grâce aux différents chantiers réalisés dans la perspective du sommet de l'Union africaine**

Les différents chantiers engagés dans la perspective du sommet de l'Union africaine de juillet 2019 ont permis de créer 5 000 emplois au Niger, a indiqué le président Mahamadou Issoufou, au cours d'une visite de terrain effectuée le 4 mars 2019 sur les sites de construction de l'hôtel présidentiel *Radisson Blu* et du Centre international de conférence Mahatma Gandhi de Niamey. En plus de ces deux sites majeurs, qui emploient à eux seuls près de 1 400 personnes, des travaux sont également effectués pour la rénovation de l'aéroport international Diori Hamani, la voie express, les villas présidentielles et d'autres hôtels de haut standing.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Sénégal : 3,7 Mds EUR de ressources mobilisées en 2018**

Dans sa note de conjoncture du 4^{ème} trimestre 2018, la DPEE indique que les ressources et dons mobilisés au cours de l'année 2018 sont évalués à 2 415,5 Mds FCFA (3,7 Mds EUR), augmentant de 1,6% comparativement à l'année 2017, alors que les dépenses (2 902,9 Mds FCFA, soit 4,4 Mds EUR) ont progressé de 6% sur la période. Au total, le déficit budgétaire, dons compris, serait estimé à 487,4 Mds FCFA (743 M EUR) contre un déficit de 362,2 Mds FCFA (552 M EUR) en 2017.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **RDC : interdiction des importations de porc en provenance de l'UE**

Le 15 février dernier, le Ministre du commerce extérieur avait décidé d'interdire les importations de porc en provenance de l'Union européenne. Cette interdiction faisait suite à une information du système d'alerte rapide de l'UE pour les produits alimentaires en date du 19 novembre, qui concernait des lots contenant des traces de salmonelle d'une unité de fabrication localisée au Pays-Bas. Après une réunion de concertation entre la DUE et les acteurs concernés (ministère du commerce extérieur et autorités sanitaires), cette mesure d'interdiction générale a pu être levée dès le 27 février au profit d'une mesure ciblée sur les lots litigieux en provenance des Pays-Bas.

✉ dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : fermeture de bureaux de change par la banque centrale de Tanzanie

Le 6 mars 2019, 52 bureaux de change ont été fermés à Dar-es-Salam par la banque centrale de Tanzanie (BoT) au motif qu'ils ne respectaient pas les réglementations en vigueur. La *Tanzania Post Corporation*, opérateur postal public, et les banques entendent profiter de ces fermetures pour proposer des services de change. Ces fermetures interviennent dans un contexte de dépréciation marquée du shilling tanzanien face au dollar américain (-2 % environ depuis le début de l'année 2019). L'enquête de la BoT concernant les pratiques des bureaux de change est toujours en cours.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : lancement du plan directeur pour l'élevage

Le gouvernement tanzanien vient de lancer le plan directeur pour l'élevage (TLMP), dont la mise en œuvre coûtera 598 M USD sur une période de cinq ans. Ce plan a pour objectif d'augmenter le nombre de vaches laitières à 2,98 millions et augmenter la production de viande à 742 500 tonnes en 2021 contre 394 600 en 2016. Environ 64 % des financements proviendraient du secteur privé, le reste du budget sera financé par le gouvernement. Le ministre de l'Élevage et des Pêches, Luhaga Mpina a déclaré que le plan directeur prévoit des investissements visant à améliorer la génétique, les services de santé et l'industrie. Selon le ministre, la Tanzanie abrite environ 11 % des bovins d'Afrique et 1,4 % de ceux du monde.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Nigéria : ajout du textile à la liste des produits pour l'importation desquels l'accès aux devises est interdit

Publiée en 2015 par la banque centrale du Nigéria (CBN) pour limiter la sortie de devises, la liste comporte aujourd'hui 43 produits. Selon le Gouverneur de la CBN, Godwin Emefiele, le Nigéria importe annuellement 4 Mds USD de produits textiles. Les fournisseurs de fibre de coton destinée à l'industrie textile devront par ailleurs s'approvisionner localement, à partir de 2020, auprès de producteurs qui pourront profiter de l'*Anchor Borrowers Program*, système de prêts agricoles conduit par la CBN. Le niveau moyen des réserves de change en février 2019 était de 42,78 Mds USD et le taux de change de 306,2 NGN/USD, pour un taux parallèle de 357,6 NGN/USD.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : un système de télé-services par la Direction générale des impôts (DGI) pour améliorer l'assiette fiscale

La DGI, relevant du ministère délégué auprès du ministre de l'Economie et des finances, a organisé à Nouakchott un atelier de présentation d'un système de télé-services. Le nouveau dispositif mis en place par la DGI s'inscrit dans le cadre de l'exécution des réformes fiscales visant à améliorer le climat des affaires et le service rendu à l'utilisateur. Le nouveau dispositif comprend entre autres la télé-déclaration, le suivi de la situation fiscale, la consultation de la fiche d'immatriculation, ainsi que les échanges entre le contribuable et l'administration. Il sera suivi d'un autre système de télépaiement permettant aux contribuables de remplir en ligne toutes leurs obligations.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : Unicongo alerte les pouvoirs publics sur la dégradation du climat des affaires

Dans un communiqué de presse publié le 8 mars, l'Union professionnelle du Congo (Unicongo) exprime l'inquiétude des opérateurs économiques qui évoluent dans un contexte économique difficile, caractérisé par des indicateurs sociaux négatifs, une chute du PIB de près de 50% entre 2014 et 2016, une pression fiscale durcie, une parafiscalité qualifiée d'illégale et une administration publique zélée, encline aux harcèlements et aux sanctions systématiques. Le secteur privé congolais, au travers de ses syndicats patronaux, appelle à un véritable dialogue public-privé pour sortir le pays de la crise.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Incertitude sur les échanges transfrontaliers entre le Rwanda et l'Ouganda

Le poste frontière de Gatuna, principal point d'entrée du *Corridor Nord* reliant le Rwanda au port de Mombasa en passant par l'Ouganda, est fermé depuis le 28 février 2019 pour cause de travaux. La fermeture de Gatuna a entraîné un détournement du trafic routier vers d'autres postes frontières, renchérissant ainsi les coûts de transport. L'enjeu est crucial pour le commerce transfrontalier entre le Rwanda, l'Ouganda et le Kenya : au troisième trimestre 2018, plus de 20% des importations rwandaises provenaient des pays de la CAE, au premier rang desquels l'Ouganda et le Kenya, qui représentent respectivement 43 % et 32 % des importations totale de la CAE. Dans ce contexte, des incertitudes fortes demeurent sur l'avenir des relations commerciales bilatérales entre les deux pays, pourtant membres de la même zone de libre-échange.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : adhésion à l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE)

Créé en 2003, l'ITIE est un groupe de plaidoyer mondial qui promeut une gestion transparente et responsable des ressources extractives. L'Ouganda a adhéré à l'ITIE le 5 mars 2019 afin de (i) promouvoir la transparence globale de l'industrie pétrolière du pays qui s'apprête à exporter du pétrole brut à partir de 2022, (ii) renforcer la collecte des impôts et (iii) améliorer le climat des affaires afin d'attirer de nouveaux investisseurs dans ce secteur. Sur les 51 membres de l'ITIE, la Tanzanie était le seul pays membre en Afrique de l'Est. Le pays se conformera ainsi aux normes de l'initiative en publiant des informations sur la chaîne de valeur extractive, l'octroi des droits d'extraction, le montant des recettes pétrolières pour le gouvernement ainsi que leur utilisation sur des projets bénéficiant à la population.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Nigéria : le Fonds vert pour le climat (FVC) approuve une enveloppe de 100 M USD dédiée à l'énergie solaire

L'enveloppe doit permettre d'investir dans certains des 14 projets de producteurs indépendants d'électricité ayant conclu un accord d'achat d'électricité avec l'Etat fédéral. D'un montant maximal de 467 M USD, le programme devrait voir son financement complété par un apport similaire de la Société financière internationale et de la Banque africaine de développement, le reste des fonds provenant des autres contreparties. Créé en 2010 par les pays membres de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le FVC a lancé sa 1^{ère} mobilisation de ressources en 2014 avec des promesses de dons de 10,3 Mds USD, pour 5 Mds USD engagés et 2 Mds USD actuellement investis.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : la Banque américaine d'import-export (U.S. EximBank) exprime son intérêt pour le projet de chemin de fer côtier

L'*U.S. EximBank*, en partenariat avec l'entreprise d'ingénierie américaine AECOM, a exprimé son intérêt pour financer 85% du projet de chemin de fer côtier reliant Lagos à Calabar (Sud-Est), soit environ 9 Mds USD. Pour rappel, un accord de 11,2 Mds USD avait été conclu en 2016 entre l'Etat fédéral et la *China Civil Engineering Construction Company* (CCECC). L'américain *Ameri Metro* avait proposé en 2018 de reprendre ce même projet suite, selon lui, à des échos selon lesquelles la CCECC connaîtrait des problèmes pour mobiliser les fonds. Le Nigéria souffre d'un système ferroviaire sous-dimensionné avec environ 3 500km de voies ferrées contre 20 500km pour l'Afrique du Sud.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : 150 M EUR de financements britanniques accordés pour la construction d'infrastructures

L'octroi par l'agence publique de soutien à l'exportation britannique d'une aide liée de 130 M GBP (150 M EUR) à des projets publics a été officialisé lors de la venue du vice-président ghanéen, Mahumudu Bawumia, à Londres pour le 2nd sommet d'investissement organisé par le comité d'affaires ghanéo-britannique. 82 M EUR ont aussi été annoncés pour la 2^{ème} phase de modernisation du marché de Kumasi (Région Ashanti) ainsi que 52 M EUR de prêt pour l'agrandissement de l'aéroport de Tamale (Région Nord), avec un co-financement de 80 M EUR de l'agence de développement allemande. Enfin, une garantie de 21 M EUR a été accordée pour la construction et l'équipement d'un hôpital à Bekwai (Région Ashanti).

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : financement de 419 M EUR accordé par la BAfD à la Côte d'Ivoire

La Banque africaine de développement (BAfD) vient d'approuver un prêt de 275 Mds FCFA (419 M EUR) à la Côte d'Ivoire, destiné à différents projets portant sur le transport urbain, les infrastructures routières, l'électricité en milieu rural, l'agriculture et l'intégration sous-régionale. En particulier, le projet de transport urbain d'Abidjan bénéficiera de 216 Mds FCFA (329 M EUR) pour sa 2^{ème} phase, le projet de désenclavement des zones frontalières se verra attribuer 15,7 Mds FCFA (24 M EUR). Enfin, 25,8 Mds FCFA (43 M EUR) iront au projet d'amélioration de l'accès à l'électricité en milieu rural. Avec l'approbation de ces opérations, les engagements de la BAfD dans le pays ont été multipliés par trois entre 2015 et 2019, passant ainsi de 358 Mds FCFA (546 M EUR) à environ 1 100 Mds FCFA (1,7 Md EUR).

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : démarrage en vue des travaux du chemin de fer Abidjan-Ouagadougou

Le ministre des Transports ivoirien a rencontré le Premier ministre burkinabé le 1^{er} mars dernier. Ils ont indiqué conjointement que le lancement des travaux de réhabilitation et d'exploitation de la ligne de chemin de fer reliant les deux capitales aurait lieu à la fin du premier semestre 2019. Les travaux vont durer huit ans et coûter près de 400 M EUR, entièrement financés par la filiale de Bolloré Sitarail.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : la Banque Mondiale accorde un prêt de 66 M USD

Le 6 mars, la Banque Mondiale a signé un accord de prêt concessionnel de 66 M USD avec la Gambie, via l'Association internationale de développement (IDA), afin de raccorder ce pays d'Afrique de l'Ouest au réseau électrique. La directrice-pays de la Banque Mondiale, basée à Dakar, a déclaré que l'institution financière internationale était engagée dans un processus à long terme visant à développer l'accès à l'électricité dans la région, renforcer les capacités régionales et nationales et soutenir la mise en œuvre du Projet régional d'accès à l'électricité (PRAE).

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : électrification rurale : appui financier de 79 M EUR de la Banque Mondiale (BM)

Cette initiative vise à soutenir des projets d'électrification rurale dans les zones non interconnectées. Le financement comprend 53,3 M EUR de prêts et 26 M EUR de dons. La signature de l'accord de financement est intervenue dans le cadre de la visite du vice-président Afrique de la BM du 25 au 27 février 2019 au Mali. L'accord prévoit notamment la construction de 2 000 km de lignes moyenne tension (33 kV) et la mise en place de 400 postes de distribution électrique de 33 kV/400V dans les localités de Kayes, Manantali, Kita et Kati. Il inclut également l'installation de 1 800 km de lignes basse tension (400 V), ainsi que la fourniture et l'installation de matériel de raccordement électrique au profit de 68 000 foyers.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : le « chèque solaire CIZO » pour faciliter l'électrification par kits solaires

L'Etat togolais a décidé d'octroyer un chèque solaire CIZO aux ménages détenteurs de ce boîtier. Cette subvention étatique s'élève à 2 000 FCFA (3 EUR) par mois et par ménage. Elle est accordée automatiquement aux ménages installés dans l'une des onze préfectures enregistrant un taux d'électrification inférieur à 10%, sur un compte *mobile money* exclusivement destiné au paiement du forfait d'utilisation du kit. La subvention mensuelle sera octroyée sur 36 mois et l'enveloppe globale du chèque CIZO est arrêtée à 3 Mds FCFA (4,6 M EUR). Autrement dit, environ 40 000 ménages ruraux bénéficieront de cette subvention sur les 3 prochaines années.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : la France accorde 16 Mds FCFA pour la formation professionnelle à travers le C2D

Le don de la France va servir à la construction de deux centres de formation professionnelle à Douala et à Edéa, respectivement sur 9 et 4 hectares. L'annonce a été faite par le ministre camerounais de l'Emploi et de la Formation professionnelle Issa Tchiroma Bakari le 8 mars 2019. Ces financements sont pourvus dans le cadre du Contrat Désendettement Développement (C2D). Les nouveaux centres de formation vont aider à former les jeunes aux différents métiers, notamment ceux liés aux domaines de la maintenance industrielle, du transport et logistique, de la pâtisserie, et de l'agro-industrie.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : signature d'un accord de financement pour un projet d'appui au secteur privé

Après l'Assemblée nationale le 22 février, c'était au tour du Sénat de valider le 6 mars l'accord de financement du Projet d'appui au développement des entreprises et de la compétitivité (PADEC), financé par la BIRD (Groupe Banque Mondiale) à hauteur de 13 Mds FCFA pour promouvoir le climat des affaires, les investissements et l'entrepreneuriat. Le financement de la BIRD est un prêt d'une maturité de 21 ans assorti d'un délai de grâce de 7 ans. Ce projet, décliné en 3 volets, répond à un besoin urgent de diversification de l'économie.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ RDC : redémarrage du programme PRO ROUTE

Le programme PRO ROUTE de la Banque Mondiale visant à réhabiliter le réseau routier dans l'est de la RDC (3 385 kms desservant neuf provinces) avait été suspendu en novembre 2017 en raison d'irrégularités graves et répétées sur les chantiers : violation des droits de l'homme, non-respect de la sauvegarde environnementale, violences sexuelles. Depuis lors, une dizaine de missions d'experts se sont succédé sur le terrain depuis le siège de la Banque. La dernière, qui s'est tenue en septembre, avait conclu à la possibilité de lever les mesures de suspension, ce que le Conseil d'administration de la BM du 3 décembre 2018 a effectivement avalisé. L'objectif est de parachever les travaux de réhabilitation d'ici le 30 août 2019.

✉ dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr

▼ Tchad : l'Égypte va investir au Tchad

Une délégation égyptienne dirigée par Dr Sahar Nasr, ministre de l'Investissement et de la Coopération internationale, composée du ministre de la Santé et de la Population, du ministre des Travaux publics, de hauts fonctionnaires et d'hommes d'affaires s'est rendue au Tchad du 7 au 9 mars 2019. Des conventions de coopération sectorielles devraient être signées en marge du Forum International pour l'investissement Tchad-Monde Arabe qui sera organisé à N'Djamena du 24 au 26 avril et auquel l'Égypte devrait participer. Les accords de coopération sur les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'économie entre les deux pays remontent à 1984.

✉ couleaudc@afd.fr

▼ Ouganda : prêts de l'AFD en faveur de l'accès à l'eau et l'assainissement

L'AFD a accordé deux prêts d'un montant total de 270 M EUR au gouvernement afin de soutenir l'accès à l'eau et l'assainissement dans deux régions qui souffrent actuellement de pénurie d'eau, le Grand Kampala et le Sud-Ouest du pays. Au niveau national, la demande en eau est actuellement de 300 M litres/jour pour une offre de 240 M litres/jour. Les deux projets seront mis en œuvre par l'entreprise publique *National Water and Sewerage Corporation* (NWSC) et s'inscrivent dans le plan de développement national Vision 2040. Plus précisément, il s'agira d'augmenter le volume d'eau potable disponible dans l'agglomération du Grand Kampala et d'étendre son réseau de distribution pour faire face à la hausse de la population, mais également de mettre à niveau les infrastructures d'eau et d'assainissement des villes secondaires de Masaka et Mbarara. Les engagements financiers de l'AFD en Ouganda ont atteint 1 Md EUR sur 20 ans, dont la moitié a été engagée ces deux dernières années.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : prêt de 150 M USD pour un projet d'élargissement de l'accès à l'électricité

Financé par un prêt de 150 M USD de la Banque Mondiale, le projet « LEAD » doit permettre l'accès à l'électricité pour 1,7 millions de malgaches, 10 000 entreprises et 750 centres de santé de base sur tout le territoire. Il appuiera l'extension et la densification du réseau de la *Jirama* (80 M USD), l'électrification hors réseau (55 M USD) via la création d'un Fonds de développement du marché hors réseau, et renforcera les capacités et l'expertise des acteurs du secteur (15 M USD), dont la *Jirama* et le ministère de l'Eau, de l'Energie et des Hydrocarbures (MEEH), chargés de l'exécution de ce projet sur 5 ans. Le Président Rajoelina vise un taux d'accès à l'électricité de 50% d'ici 2023 contre à peine 15% actuellement.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : signature d'un accord entre le gouvernement et la BAfD**

Un accord de prêt de 256,2 M USD a été finalisé entre le gouvernement et la BAfD pour financer la modernisation d'une route de 260 km reliant Kabingo à Manyovu dans la région de Kigoma. Le projet de construction durera quatre ans et devrait améliorer l'accès aux infrastructures socio-économiques et sanitaires situées à Kigoma et dans la province de Rumonge en Tanzanie et au Burundi. De plus, cette route favorisera l'intégration régionale en Afrique de l'Est.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Bénin : abaissement du prix plancher de la noix de cajou pour la campagne 2018/2019

Le prix plancher d'achat de la noix de cajou auprès des producteurs est fixé à 400 FCFA (61 EUR) par kg pour la campagne 2018/2019, contre 650 FCFA (99 EUR) par kg lors de la précédente campagne, soit une importante baisse de 38,5%. Cette baisse s'explique par la nécessaire adaptation du pays au ralentissement de l'écoulement des produits au niveau mondial, avec des stocks encore importants d'invendus qui se chiffrent à environ 400 000 tonnes, dont 45 000 en Afrique de l'Ouest et 7 500 pour le Bénin. Pour mémoire, la noix de cajou (décortiquée et non décortiquée) constitue la 2^{nde} culture de rente du pays après le coton fibre, pour un total d'export de 71 M EUR en 2017, soit 15% des recettes totales d'exportation.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : pêche artisanale, les débarquements portés à 30%

D'après la Direction de la prévision et des études économiques (DPEE), l'activité de pêche s'est confortée avec 17,6%, au 4^{ème} trimestre 2018. La pêche artisanale s'est renforcée de 30%, principalement portée par les débarquements dans les régions de Ziguinchor, Saint-Louis et Thiès, tandis que la pêche industrielle s'est contractée de 7,1% sur la période. La production aquacole (pisciculture, ostréiculture, mytiliculture, algoculture et élevage de crocodiles) s'est établie à 1 108 tonnes en 2018. Elle a augmenté de 9,7% par rapport à l'année précédente. Cette performance est due à l'algoculture et à l'ostréiculture, avec des productions respectives de 301 et 395 tonnes.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : raccourcissement des délais de paiement des producteurs de maïs

En 2018, la *National Cereals and Produce Board* (NCPB), entreprise publique en charge de la gestion et de la commercialisation des grains au Kenya, a mis plus d'un an à payer les producteurs de maïs pour leurs récoltes achetées en 2017. Cette année, le fonds fiduciaire *Strategic Food Reserve* (SFR), dont le mandat est de gérer les réserves alimentaires et d'assurer la stabilisation des prix, a débloqué 35 M EUR (environ 4 Mds KES) afin de réduire les délais de paiement aux agriculteurs. La NCPB a ainsi versé 1,8 M EUR (soit 200 M KES) à 400 agriculteurs pour les achats de sacs de maïs effectués en janvier et février 2019. Alors qu'elle a pour objectif d'acheter deux millions de sacs de maïs en 2019 pour reconstituer ses stocks, la NCPB fait actuellement face à des problèmes de stockage liés à un manque de sacs. Elle a à ce jour acheté 240 000 sacs de maïs, soit 12% de son objectif.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Nigéria : Pan African Towers (PAT) signe un partenariat de 20 M USD avec Watt Renewable Corporation (WATT) pour la fourniture d'énergies renouvelables

Le canadien WATT fournira des solutions énergétiques alternatives renouvelables pour les mille tours opérées au Nigeria par l'opérateur d'infrastructures de télécommunications nigérian PAT. La 1^{ère} phase du projet concernera 45 sites. Installé au Nigéria depuis 2017, PAT possède également 300 tours au Ghana. Spécialisé dans les énergies renouvelables et les systèmes hybrides, WATT compte de son côté s'appuyer sur ce projet pour réaliser 4000 nouvelles connections électriques de bâtiments situés à proximité des tours équipées. Selon la Banque Mondiale, le taux d'accès à l'électricité au Nigéria restait inférieur à 60% en 2016.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : financement de 11,8 M USD alloués par le Fonds international de développement agricole (FIDA)

Le projet de développement de la chaîne de valeur agricole (AVDP) vise à renforcer sur 6 ans la résilience de 34 000 petits exploitants agricoles face au changement climatique et soutenir la commercialisation de leurs produits agricoles. Son coût total est estimé à 60,3 M USD, dont 40,3 M USD par le FIDA (dont 11,8 M USD lors de la signature de l'accord), 9,2 M USD par le Fond d'adaptation des Nations Unies, 8,1 M USD par l'Etat sierra-léonais, 1,4 M USD par le secteur privé et 1,4 M USD par les bénéficiaires eux-mêmes. Pour rappel, l'agriculture représente 59% du PIB de la Sierra Leone, 22% des recettes d'exportation et emploie 62% de la population active.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : la ville du Cap a publié un projet de stratégie sur la gestion de l'eau

Le projet est ouvert pour commentaire jusqu'au 15 mars. Dans cette stratégie à 10 ans, la ville s'engage à augmenter l'offre en eau de 300 M l/j et elle affirme que le dessalement aura une place importante dans le futur hydrique de la ville.

✉ lea.bettini@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : Anadarko atteint le seuil minimal de GNL pré-vendu nécessaire pour annoncer une décision finale d'investissement et pour lancer le projet gazier Mozambique LNG

La société américaine a annoncé avoir conclu un contrat d'achat-vente de 1 MTA de GNL avec la société indonésienne PT Pertamina pour une durée de 20 ans, 4^e vente ferme ce mois-ci. Anadarko dit vouloir annoncer sa FID au court du deuxième semestre 2019.

✉ lea.bettini@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : des lampadaires LED dans 13 villes du pays

Le 24 février, le ministre burkinabè de l'Energie a procédé au lancement de l'installation de 4 160 lampadaires LED à Kaya (centre nord du pays). La 1^{ère} phase de cette opération concerne les villes de Kaya, Bobo-Dioulasso, Dédougou, Nouna, Léo, Yako, Tita, Gaoua, Banfora, Dori, Kaya, Ziniaré et Ouagadougou. Le projet global vise l'installation de 10 500 lampadaires LED destinés à l'éclairage public dans le cadre Plan national de développement économique et social (PNDES). Le remplacement des lampadaires actuels par des LED devrait permettre de réaliser des économies d'énergie de l'ordre de 167 835,8 MWh.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Azito Energie va accroître la puissance de sa centrale thermique

Azito Energie (filiale co-détenue par le britannique *Globeleg* et *IPS West Africa* du Fonds Aga Khan) vient de signer un accord de concession avec le gouvernement ivoirien, qui permettra d'ajouter 250 MW de puissance électrique à la centrale thermique d'Azito déjà en activité à Abidjan. La centrale existante génère actuellement 430 MW de puissance. Cette extension de Phase IV, associée à d'autres travaux de modernisation interne, amènera Azito à fournir environ 700 MW de puissance, soit environ 30% de la puissance installée en Côte d'Ivoire.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : contrat de collaboration entre *United mining supply (UMS)* et Transport guinéen d'hydrocarbures

Dans ce contrat, Transport guinéen d'hydrocarbures s'engage à fournir 150 camions neufs de marque Renault à UMS, la société de logistique du consortium SMB-Winning qui exploite la bauxite dans la région de Boké. Ces camions vont assurer le transport de la bauxite jusqu'au port minéralier. C'est dans ce cadre que TGH + industries a inauguré le 2 mars 2019 dans la localité de Kaboé une base technique et logistique dédiée à l'entretien des camions. Cette base créera une centaine d'emplois. Présent à la cérémonie, le ministre de l'Industrie a rappelé le respect du contenu local qui privilégie les entreprises guinéennes dans la sous-traitance.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : TechnipFMC signe un marché avec BP dans le cadre du projet gazier Grand Tortue

Le groupe a annoncé avoir signé avec BP le marché de construction d'une infrastructure pour le champ gazier Grand Tortue Ahmeyim situé au large de la frontière entre la Mauritanie et le Sénégal. TechnipFMC n'a pas communiqué de montant précis mais le projet dépasse les 500 M USD. Celui-ci porterait sur l'ingénierie, la fourniture des équipements, la construction et l'installation et la mise en service d'une unité flottante de production, de stockage et de déchargement (« FPSO ») qui sera installée sur le champ gazier offshore.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : Kosmos Energy va céder une partie de sa participation dans le projet Grand Tortue Ahmeyim**

La compagnie américaine *Kosmos Energy* a annoncé à Londres que, suite à l'intérêt formulé par plusieurs entreprises du marché, elle a l'intention de réduire à 10% sa participation dans le champ gazier Grand Tortue Ahmeyim. Il faut rappeler qu'elle y contrôle à ce jour 30% de participations, aux côtés du britannique BP (60%) et des sociétés publiques du pétrole des deux pays (Mauritanie et Sénégal).

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **RDC : la hausse de production de cuivre et de cobalt en 2018 contraste avec la baisse des cours**

Selon la Chambre syndicale des mines, la production de cuivre de RDC a été de 1,2 Mt en 2018, en augmentation de 13,5%, et celle de cobalt de 92 000t, en augmentation de 24%. En revanche, les cours moyens du cuivre ont chuté de 15% (7 100 USD/t à 5 900 USD/t) et ceux du cobalt de plus de 50% sur l'année (79 000 USD/t à 34 000 USD/t). Glencore, qui gère la plus grande mine de cobalt au monde (Mutanda Mining), a indiqué qu'il réduirait sa production en 2019. Plusieurs mines devraient entrer en production en 2019, notamment celles du groupe kazakh *Kazakh Eurasian Resources* et celles des chinois *Zhejiang Huayou*, *Chengtun Mining* et *Tengyuan*, un des fournisseurs de la chaîne d'approvisionnement de Renault).

✉ dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

- ▼ **Afrique du Sud : Le CEO de *South African Airways* a annoncé que l'entreprise allait être restructurée en trois branches avec une direction indépendante**

Les trois branches se concentreront respectivement sur les vols domestiques, régionaux et internationaux et le service de restauration de SAA, *Air Chefs*, pourrait être partiellement vendu.

✉ lea.bettini@dgtresor.gouv.fr

- ▼ **Namibie : l'autorité portuaire *Namport* et le Port de Dunkerque signent un accord d'entente**

L'accord porte sur le partage d'informations et d'expertise sur le développement des infrastructures, le tourisme et la gestion du port.

✉ lea.bettini@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Afrique du Sud : Face à ses problèmes de dette, la valeur marchande d'Aspen en chute

Le groupe Aspen a indiqué que le cours de son action a chuté de près d'un tiers, diminuant de 11 Mds EUR sa valeur marchande. La société pharmaceutique vaut maintenant moins de 2.9 Mds EUR, contre 7.4 Mds EUR début 2019. L'augmentation de la dette de la société explique principalement cette tendance, sa dette étant devenue plus importante que sa valeur marchande. Le groupe Aspen reste l'un des principaux groupes pharmaceutiques mondiaux, avec une présence directe dans 52 pays et 10 000 employés. La filiale Aspen France est un des acteurs majeurs dans la production de médicaments anti-thrombotiques et anesthésiques grâce aux investissements réalisés sur le site de production de Notre-Dame-de-Bondeville (100 M EUR les trois prochaines années).

✉ maxime.bieliaeff@businessfrance.fr

▼ Cap-Vert : une filiale d'Icelandair prend les commandes de la compagnie nationale

La compagnie aérienne *Loftheadir Icelandic*, filiale du groupe islandais *Icelandair*, a signé le 1^{er} mars avec le gouvernement du Cap-Vert un contrat de rachat de 51% du capital de la compagnie nationale *Cabo Verde Airlines* (TACV), en difficultés financières depuis des années. Le montant de la transaction reste confidentiel, mais le secrétaire d'État aux finances a assuré que la question de la dette de la TACV, s'élevant à 110 M EUR, avait été « réglée ». Selon le gouvernement, 39% des parts seront mises sur le marché et 10% réservées aux salariés.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : les opérateurs de téléphonie mobile annoncent la suspension des tarifs en vigueur depuis le 25 février

Les opérateurs de téléphonie mobile, réunis au sein de l'Union nationale des entreprises de télécommunication, ont annoncé la suspension de la hausse de 7,2% des frais des transferts d'argent et des autres transactions via le mobile, mise en place le 25 février dernier. Cette hausse était consécutive à l'adoption de l'annexe fiscale 2019 qui, en son article 12, instituait une hausse des tarifs sur les opérateurs. La Direction générale des impôts a estimé que cette hausse devait être supportée *in fine* uniquement par les entreprises de transfert d'argent par téléphone mobile et non par l'utilisateur. L'Agence de régulation des télécommunications de Côte d'Ivoire avait par la suite exigé l'arrêt immédiat de l'augmentation.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ RDC : évolution favorable en 2018 des indicateurs clés du secteur bancaire

En 2018, le résultat net bancaire a été de 79 M USD contre 30 M USD en 2017. Seuls 3 établissements sur un total de 17 auraient affiché des pertes, contre 7 en 2017. Cette situation favorable est le reflet d'un environnement macroéconomique porteur, favorisé par une reprise des crédits dans le secteur minier alors que les cours miniers ont favorisé les rapatriements de profits. Les dépôts à vue représentent 80% des dépôts, d'où le manque de ressources à long terme. Le taux directeur de la banque centrale du Congo (BCC) est maintenu à 14% depuis avril 2018 (contre 20% auparavant). La BCC a publié une instruction relative à la gratuité des services bancaires qui sera effective au terme d'une période transitoire de six mois.

✉ dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : accident aérien d'un Boeing 737 MAX 8 d'*Ethiopian Airlines* sur la ligne Addis-Abeba – Nairobi

Le 10 mars 2019, le vol *Ethiopian Airlines* ET302 reliant Addis-Abeba à Nairobi s'est écrasé, tuant 157 personnes (dont neuf Français). La compagnie nationale *Ethiopian Airlines* a pris la décision d'immobiliser ses quatre autres Boeing 737 MAX 8 reçus en 2018. Les autorités chinoises et indonésiennes ont également exigé la suspension des vols de ces appareils auprès de leurs compagnies aériennes.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : chiffre d'affaires de 91 M EUR en 2018 pour le *Standard Gauge Railway* (SGR), montant en-deçà des frais de fonctionnement

Au cours de sa première année complète d'exploitation, le SGR, ligne de chemin de fer reliant Nairobi à Mombasa, a dégagé un chiffre d'affaires de 91 M EUR (soit 10,3 Mds KES). Ces recettes ne couvrent pas les frais de fonctionnement estimés à 106 M EUR par an. Par ailleurs, selon la *Kenya National Bureau of Statistics* (KNBS), 1,7 million de tickets voyageurs ont été vendus par la *China Communications Construction Company*, opérateur de la ligne, pour un montant de 14 M EUR. Les services de fret ont généré 86 M USD entre janvier et décembre 2018. Le transport de conteneurs sur le SGR reste deux fois plus coûteux que transport routier et doit être réduit pour augmenter l'activité de fret. Pour rappel, le financement du SGR par emprunt de 3,8 Mds USD auprès de la Chine a propulsé cette dernière au premier rang des créanciers bilatéraux du Kenya, avec 21% de l'endettement extérieur public.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Burkina Faso : vers une réouverture de l'ex-usine Faso Fani

L'Etat burkinabè a signé, le 5 octobre 2018, deux protocoles d'accord qui ouvrent la voie à la conclusion définitive d'un accord de reprise de la société d'égrenage de coton Fasotex (ex-Faso Fani) par le groupe indien *Jain Shaws*. Le 1^{er} protocole d'accord est relatif au règlement définitif du contentieux entre la société Fasotex et le pool bancaire (Banque commerciale du Burkina Faso et Ecobank Burkina) et le second protocole d'accord, conclu entre la société Fasotex, *Jain Shaws* et l'Etat, définit les contours et les modalités de cession de l'unité industrielle. En visite de terrain le 14 février 2019 à Koudougou, le ministre burkinabè du Commerce a confirmé qu'une réouverture de l'usine était envisagée fin 2019.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : après plusieurs années d'interruption, la Soniphar reprend la production des médicaments

Après plusieurs années de léthargie due aux difficultés de fonctionnement liées au manque de ressources financières, la Société nigérienne des industries pharmaceutiques (Soniphar) a relancé ses activités de production des médicaments au Niger. La Soniphar produit 32 produits pharmaceutiques divers de marque nigérienne. Ce sont notamment des formes sèches, telles que des comprimés (acide acétylé salicylique, paracétamol, chloroquine etc.), des sachets de sel pour réhydratation par voie orale, des solutés massifs, des sirop. Cette société avait été créée en 1998 suite à un démembrement de l'Office national des produits pharmaceutiques et chimiques.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Cameroun : cinq nouvelles locomotives mises en service par Camrail

Les cinq locomotives ont été acquises auprès de la société américaine *General Electric* pour un investissement de Camrail (groupe Bolloré) de 12,3 Mds FCFA. Il s'agit d'une partie d'une commande globale de neuf locomotives, dont quatre sont financées par le gouvernement camerounais pour 7,8 Mds FCFA, contractés auprès de la *Standard Chartered Bank*. Le 2^{ème} plan quinquennal des investissements ferroviaires, qui a rendu possibles ces acquisitions, prévoit également l'achat, sur financements de l'Etat du Cameroun, de 25 voitures voyageurs et cinq modules autorail afin de dynamiser l'activité voyageur, mise à mal depuis l'accident ferroviaire d'Eséka en 2016.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : Carrefour a procédé au lancement des travaux de construction de son 2^{ème} supermarché dans la ville de Yaoundé

Après l'ouverture d'un premier établissement à Douala en décembre 2017, l'enseigne Carrefour a débuté les travaux de construction de son 2^{ème} supermarché à Yaoundé. Le montant de l'investissement est évalué à 30 Mds FCFA. Le projet de construction de ce supermarché dans la ville de Yaoundé sera financé par Carrefour et CFAO.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : ouverture de franchises américaines dans le pays**

Araak, le groupe soudanais familial qui emploie 2 500 personnes, a acheté les droits de franchise de l'entreprise américaine *Yum! Brands* (*Pizza Hut*, *KFC* et *Taco Bell*) pour le Soudan. Le premier *Pizza Hut* a ouvert le 1^{er} mars 2019 à Khartoum. Deux autres *Pizza Hut*, ainsi que le premier *KFC* du pays, seront également ouverts cette année. Ces nouveaux restaurants permettront de créer 500 emplois. Pour rappel, le groupe *Araak* embouteille également localement des boissons de *Pepsi* et possède la minoterie *Wheatea*.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Congo-Brazzaville : forum d'affaires du secteur du numérique le 15 avril

En marge de la 3^{ème} édition du Salon OSIANE (17 au 19 avril à Brazzaville), les organisateurs proposent un Business Forum promouvant le numérique en tant que facteur d'intégration économique en Afrique centrale, avec la création d'une plateforme d'acteurs économiques du secteur. L'objectif est triple : faire connaître les différentes opportunités dans l'écosystème digital, mettre en lumière les atouts des entreprises de la sous-région et favoriser les échanges entre les professionnels du numérique par la création de clusters d'entreprises (monnaie, distribution e-commerce, sécurité, services, développement, etc.). A cette occasion, il est envisagé le lancement du Club Congo-France des entreprises du numérique.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ RDC : reprise de la délivrance de visas Schengen

La maison de Schengen, chargée de la délivrance des visas de la zone Schengen, sera prochainement rouverte. Sa fermeture avait été ordonnée par les autorités congolaises comme une mesure de rétorsion contre l'Union européenne à la suite des sanctions adoptées à l'encontre de certains responsables du régime de l'ancien Président Kabila.

✉ dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr

▼ RDC : sanctions américaines post-électorales

Le département d'Etat des Etats-Unis a annoncé l'interdiction d'un accès au territoire américain de plusieurs hauts responsables de l'organisation des dernières élections générales en RDC, en particulier le chef de la CENI et le président de la Cour suprême.

✉ dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr

▼ RDC : réouverture du parc des Virunga

Le parc des Virunga, classé au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1994, a rouvert ses portes aux touristes. Il avait été fermé en mai 2018 à cause de l'insécurité. Depuis son inauguration en 2014, le parc a accueilli 17 000 visiteurs. D'une superficie de 790 000 ha, ce parc abrite de nombreuses espèces dont les gorilles des montagnes et les Okapis.

✉ dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

